

La République tchèque

La République tchèque (Česká Republika) est une république à caractère mixte, présidentiel et parlementaire. L'échec des élections européennes de juin 2004 a entraîné la démission du gouvernement et l'accélération des alternances. Le pays connaît depuis quelques années une instabilité gouvernementale chronique et une forte volatilité de l'électorat, en partie liée à la désaffection des Tchèques envers une classe politique jugée corrompue.

En avril 2009, le Président **Vaclav Klaus** a nommé **Jan Fischer**, Premier ministre, pour former un gouvernement d'intérim, en pleine présidence semestrielle de l'Union européenne, suite à la chute du cabinet "Topolánek". **M. Fisher** est un haut fonctionnaire qui dirige depuis six ans l'Office tchèque des Statistiques. Il n'est affilié à aucun parti politique.

Vaclav Klaus a été réélu, le 15 février 2008, pour un 2^e mandat de 5 ans à la tête de la République tchèque. Soutenu par le Parti démocrate civique (ODS), il a recueilli 141 voix lors du 3^e tour de scrutin de cette 2^e élection présidentielle, soit une voix de plus que la majorité simple requise au 3^e tour.

Capitale : Prague

Population : 10, 47 millions

Superficie : 78 867 km²

Taux de croissance du PIB réel : -2,7 % (Eurostat - 2009)

Taux de chômage : 6,1 % (Eurostat - mai 2009)

Dette publique en % PIB : 29, 8 % (Eurostat - 2008)

Inflation : 6,3 % (Eurostat - 2008)

Déficit public en % PIB : - 1,5 % (Eurostat - 2008)

Monnaie : Couronne tchèque

Date d'adhésion : 1^{er} mai 2004

Adhésion à l'Union européenne et entrée dans l'OTAN

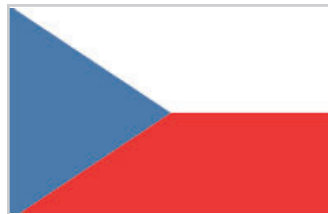


Carte de la République tchèque

Hymne national : *Kde domov můj ?* (Où est ma patrie ?).

Eloge aux beautés de la bohème, air romantique et paisible, "Où est ma patrie ?" est devenu l'hymne national tchèque en 1918, au moment de la naissance de la Tchécoslovaquie. Il est utilisé depuis l'indépendance de la République Tchèque en 1993. L'hymne est tiré d'une comédie intitulée *Fidlovačka aneb žádný hněv a žádná rvačka*.

Il fut écrit par le compositeur **František Škroup** et le dramaturge **Josef Kajetan Tyl**, joué pour la première fois en 1831.



Après l'effondrement du bloc communiste, la République tchèque s'est fixée, à l'instar de la plupart des pays d'Europe centrale et orientale, un double objectif : s'ancrer dans une Europe synonyme de démocratie et de prospérité et nouer une alliance militaire avec les Etats-Unis, pour se protéger de la Russie. Dès 1999, elle devient membre de l'OTAN. Son appartenance à l'alliance militaire atlantique lui vaut de participer aux missions au Kosovo et en Afghanistan ainsi qu'à l'intervention en Irak de la coalition menée par les Etats-Unis.

La République Tchèque dépose sa candidature à l'entrée dans l'Union européenne en janvier 1996. Les négociations d'adhésion entamées en 1998 ouvrent une période de transformation durant laquelle la République Tchèque adapte son économie et son système poli-

tique aux normes européennes. Elle devient membre de l'Union européenne le 1^{er} mai 2004, après un référendum tenu les 13 et 14 juin 2003, révélant près de 77, 3 % de soutien à l'adhésion à l'UE avec une participation électorale de 55 %.

La République Tchèque compte 22 députés au Parlement européen et dispose de 12 voix au Conseil.

Les questions européennes constituent un important sujet de discordance entre le président Vaclav Klaus, hostile à une Europe intégrée, et les sociaux-démocrates, les centristes et les chrétiens-démocrates, plutôt europhiles, à l'image de la population tchèque.

Economie

La République tchèque connaît aujourd'hui le deuxième niveau de développement économique parmi les anciens pays communistes, juste derrière la Slovaquie. Le pays rattrape progressivement les standards occidentaux : en 1996, le PNB par habitant équivalait à 50 % de la moyenne européenne ; cinq ans plus tard, la richesse



Prague

par habitant avait augmenté de 10 %. Cependant, le taux de chômage reste élevé.

L'économie tchèque est une économie très ouverte. Les deux tiers environ de son commerce extérieur sont réalisés avec les pays de l'UE, dont plus de la moitié avec l'Allemagne. La Bohême et la Moravie sont des régions fortement industrialisées, et ce depuis le début du 20^e siècle. L'expérience communiste a accentué cette industrialisation. Depuis les débuts de la transition, ce secteur d'activité est en déclin constant, au profit des services.

Depuis 1999, la République tchèque bénéficie de flux élevés d'investissements directs étrangers (IDE), qui lui permet

de couvrir son déficit courant. Le Gouvernement a pris conscience de l'urgence d'entreprendre des réformes structurelles (réforme fiscale, réforme du système de retraite et de sécurité sociale). Son objectif affiché consiste à stabiliser le déficit public à 4 % du PIB à l'horizon 2006 par le biais d'une hausse des taxes et de mesures d'économie dans les secteurs social (indexation des retraites sur l'inflation et non sur les salaires, baisse des indemnités pour congés maladie ...) et administratif (réduction des emplois dans le secteur public, modération salariale). ●